

INDONESIE

La soif de paix

La violence endémique et la corruption gouvernementale profondément ancrée sont les principales préoccupations relatives à la sécurité humaine. Ces problèmes ont provoqué la détérioration des conditions sociales et économiques du pays. Les populations ne seront enfin délivrées de la peur que quand il y aura une réforme profonde et complexe de l'ensemble du système. Les élections générales en vue pourraient peut-être offrir cette opportunité.

Centre for Development of Women's Resources (PPSW) Programme d'autonomisation des femmes chefs de famille (PEKKA)

Nani Zulminarni

Le legs autoritaire

La Présidente Megawati Sukarnoputri a baptisé 2003 Année de la Paix et de la Non-Violence. Cependant, pour le peuple indonésien, les conflits violents demeurent une réalité quotidienne. Le gouvernement autoritaire du général Suharto, soutenu par l'armée et par le parti officiel Golkar, est resté au pouvoir d'octobre 1965 à mai 1998 et a laissé derrière lui un pays affecté par différentes sortes de violence. Pendant plus de trois décennies, le Gouvernement a eu systématiquement recours à la répression, à l'exil et à la censure. Il a également tenté, en 1975, d'annexer le Timor-Oriental où les conséquences sanglantes de cette invasion se font encore sentir aujourd'hui. En 1979, la politique gouvernementale de déplacement de populations tout entières, appelée *Transmigrasi*, a accru la violence séparatiste, le nombre de personnes déplacées et de réfugiés, et les niveaux de conflit interethnique¹.

En 1998, le général Suharto a été remplacé par B. J. Habibie, dont le régime a été marqué par les protestations et les heurts interethniques jusqu'en octobre 1999. Des élections ont été tenues à cette date et ont été remportées par Abdurraman Wahid, le leader de la coalition islamique Nahdlatul Ulama. En juillet 2001, après avoir été confronté à de violents conflits et impliqué dans des scandales liés à la corruption, Wahid a été déchu et Sukarnoputri est devenue Présidente.

Violence étatique et terrorisme

A présent, il y a une situation de violence extrême dans les zones d'intense conflit d'Aceh, Poso-Central Sulawesi, Maluku et Irian Jaya (Nouvelle-Guinée occidentale). Des milliers de personnes ont été tuées, déplacées ou ont disparu. A Aceh, dans la partie la plus occidentale de l'île de Sumatra, l'opposition au gouvernement central s'est présentée dès le début sous deux formes différentes. L'une est un mouvement en faveur d'un référendum pour décider de l'avenir politique de la région, fortement soutenu par la société civile. L'autre est un groupe armé, Gerakan Aceh Merdeka, ou GAM (Mouvement pour la liberté d'Aceh). Les forces de sécurité indonésiennes ont eu recours aux mêmes mesures répressives contre ces deux mouvements. Le conflit a été marqué par des exactions policières, militaires et du GAM jusqu'en mai 2000, date à laquelle le gouvernement du Président Wahid a accepté une trêve

¹ Pour de plus amples renseignements sur la situation politique en Indonésie depuis 1965, voir : *The World Guide. An alternative reference to the countries of our planet. 2003-2004.* Montevideo: IteM-New Internationalist Publications Ltd. 2003.

humanitaire qui a duré jusqu'en 2001. Cependant, les assassinats se sont poursuivis, y compris les meurtres à Medan des activistes d'Aceh, Jafar Siddiq Hamzah et Safwan Idris². Dans la région d'Aceh, plus de 5000 familles vivent encore dans des camps de réfugiés. Dans les autres zones de conflit également, le problème des réfugiés reste irrésolu : à Malucas, seules 16 000 familles sur un total de 36 000 ont pu revenir des camps de réfugiés³, et à Poso-Central Sulawesi, 18 000 familles sont encore dans les camps⁴.

Deux événements survenus en 2003 indiquent la résurgence de différentes sortes de violence : l'attaque des bureaux du Kontras, le comité chargé d'enquêter sur les cas de personnes disparues, opposé à la politique gouvernementale à Aceh ; et l'attaque contre le journal national *Tempo*, à la suite de la publication d'une enquête sur un incendie survenu dans un centre commercial de produits textiles, accusant un important homme d'affaires de corruption et de népotisme. Ces attaques illustrent d'une part l'utilisation de la violence et de méthodes illégales pour défendre les intérêts de certains individus puissants, et menacent la liberté d'expression d'autre part.

De récents attentats à la bombe ont également généré un climat de peur parmi la population. En octobre 2002, plus de 180 personnes sont mortes à la suite d'un attentat à la bombe contre un night-club à Bali. Le même jour, une bombe a explosé non loin du Consulat des Etats-Unis à Sanur. Ces deux attaques ont été imputées au réseau islamique Al Qaeda. Tout récemment, le 6 août 2003, l'explosion d'une voiture piégée à l'Hôtel Marriott de Jakarta a fait au moins 10 morts et plus de 100 blessés.

La violence à l'égard des pauvres et des femmes

En plus des conflits et attaques terroristes locaux, il existe d'autres formes - moins visibles - de violence qui compromettent sérieusement la sécurité humaine.

Les évictions massives, par exemple, sont monnaie courante en milieu urbain. En août 2003, 2000 familles travaillant dans le secteur informel ont été évincées avec brutalité à Jembatan Besi, à l'ouest de Jakarta. En septembre, à Tanjung Priok, au nord de Jakarta, 189 maisons ont été détruites, laissant sans abri 550 personnes qui avaient payé leurs lopins de terre à un prix élevé. Ce genre de pratique s'est poursuivi à Jakarta ainsi que dans d'autres villes et constitue, à l'évidence, une violation des droits des citoyens prévus à l'Article 27 de la Constitution indonésienne⁵.

Les femmes sont particulièrement sujettes à la violence sous différentes formes. Le Komnas Perempuan (Comité national sur la violence à l'égard des femmes) affirme qu'en 2002, la violence à l'égard des femmes a augmenté de 62% par rapport aux années précédentes. Les données pour 2003 n'ont pas encore été traitées, mais les renseignements collectés par le Comité indiquent qu'elle est toujours en hausse. Le Seknas Pekka (Secrétariat national du programme d'autonomisation des femmes chefs de famille) rapporte que le nombre de femmes chefs de famille s'est accru, en particulier dans les zones de conflit. La plupart d'entre elles vivent dans la pauvreté extrême, avec des revenus journaliers de moins de 1 USD.

Les dangers de la corruption

² Rapport de Human Rights Watch 2001.

³ Renseignements donnés par plusieurs ONG et groupes de travail.

⁴ POKJA RKP (Kelompok Kerja Resolusi Konflik Poso): Groupe de travail non-gouvernemental pour la résolution de conflits à Poso.

⁵ Concernant les évictions massives en Indonésie, voir : « Mass eviction of urban poor continuing in Jakarta ». Commission asiatique des droits de l'homme, www.ahrchk.net/ua/mainfile.php/2003/583/

L'Indonésie est classée 122^e sur 133 pays dans l'Index de Perceptions de la Corruption 2003, publié par Transparency International⁶. Ce niveau de corruption constitue une menace évidente pour la sécurité humaine, car il a considérablement ralenti le processus de reprise sociale et économique. Selon la Banque mondiale⁷, la corruption menace le développement en affectant de manière disproportionnée les plus pauvres, elle compromet les projets de la Banque et érode la confiance du public dans l'aide au développement. La Banque mondiale recommande que la société civile travaille avec le gouvernement, tout en évitant la cooptation, pour réduire l'impunité et promouvoir la transparence. Le gouvernement a récemment créé la Commission d'Éradication de la Corruption (Loi 30/2003).

Une bombe à retardement

Parmi les menaces les plus évidentes à la sécurité humaine, on peut citer celles que posent les conditions socio-économiques et qui affectent l'alimentation, la santé et l'éducation. L'Indonésie a une population d'environ 217 millions d'habitants, dont 40% vivent en milieu urbain⁸. Selon des chiffres officiels, plus de 18% vivent en deçà du seuil de pauvreté. La mortalité infantile est de 38,09 pour 1000 naissances. Quant à l'accès à l'éducation, bien que des progrès aient été réalisés en 2003, 9% de la population sont toujours analphabètes. Des données collectées en 2002 indiquent que 12,69% des femmes et 5,85% des hommes ne savent pas lire ou écrire⁹.

Le chômage, selon plusieurs observateurs et organismes différents, a atteint des niveaux alarmants. Les récents rapports du BIT indiquent que la population active augmente de 2,5 millions de personnes par an. Le taux annuel de croissance économique est de 4%, ce qui permet la création de seulement 1,3 million de nouveaux emplois¹⁰. Les chiffres officiels font état de 10,8 millions de chômeurs et de 32 millions de personnes sous-employées actuellement. L'Association de gens d'affaires indonésiens (Apindo) signale que 150 000 emplois ont été perdus durant l'année 2003, rien que dans les secteurs forestier et textile¹¹. Le représentant de la Banque mondiale à Jakarta, Andrew Steer, a qualifié la situation de « bombe à retardement », et le ministre de l'Emploi, Jakob Nuwa Wea, considère le chômage comme une menace sérieuse à la stabilité politique, en particulier pour les prochaines élections législatives et présidentielles qui doivent se tenir les 5 avril et 7 juillet 2004, respectivement¹².

Militarisation et élections

Le gouvernement a développé diverses stratégies pour traiter les problèmes décrits plus haut.

Certaines d'entre elles ont été controversées, par exemple la création d'une Zone d'Opérations Militaires à Aceh, pour combattre le GAM. Dans les autres zones de conflit également, l'action gouvernementale a été surtout de nature militaire.

Les récentes attaques terroristes ont généré les décrets 1/2002 et 2/2002, autorisant le gouvernement à créer des unités spéciales combinant soldats et policiers. Ces unités peuvent détenir des suspects pendant trois jours sans procès, et les renseignements obtenus par les

⁶ Transparency International. « Index de Perceptions de la Corruption 2003 ». www.transparency.org

⁷ Banque mondiale. *Combating Corruption in Indonesia. Enhancing Accountability for Development*. Rapport No 27246-IND. 12 novembre 2003. www.worldbank.org

⁸ *The World Guide. An Alternative reference to the countries of our planet. 2003-2004*. Montevideo: ITeM-New Internationalist Publications Ltd, 2003.

⁹ BPS-Statistics Indonesia 2003. *Statistik Kesejahteraan Rakyat* (Statistiques du Bien-être Social).

¹⁰ *Asian Labour News*. 20 janvier 2004. www.asianlabour.org

¹¹ *Ibid.*

¹² *The Washington Times*. "Unemployment poses threat in Indonesia", 16 janvier 2004.

services de renseignement peuvent être utilisés comme preuves. Ces décrets, qui autorisent la peine de mort dans les affaires de terrorisme, ont été critiqués par plusieurs secteurs de la société. Du point de vue juridique, il a été souligné que l'Article 46 du Décret 2/2002 contredit la Constitution de 1945 (Article 281, paragraphe 1) en appliquant le décret rétroactivement à des personnes liées aux attaques terroristes de Bali. Certaines Ong ont également critiqué ces décrets parce qu'ils sapent l'action de la société civile. Enfin, étant donné que les accusations de terrorisme proviennent souvent de sources américaines, cela tend à accroître l'intervention américaine dans la politique nationale¹³.

Qui plus est, le gouvernement a initié un processus de décentralisation en mettant en vigueur la Loi de Décentralisation (22/1999). L'un des résultats les plus tangibles de ce projet est l'augmentation du nombre de provinces, qui est passé de 26 à 33. Cela a entraîné de nombreux changements, surtout dans le traitement des ressources financières, et mis à nu le besoin d'explorer de nouvelles stratégies sur la voie de la décentralisation.

En 2003, le gouvernement a conçu un nouveau système électoral qui sera appliqué en avril et juillet 2004. Ce changement offrira pour la première fois aux citoyens indonésiens la possibilité d'élire leurs représentants directement, et l'on espère qu'il renforcera la démocratie.

De nouveaux défis

Dans ce panorama complexe, la perspective d'un changement majeur dans le système politique a fortement motivé différents groupes d'activistes de la société civile. Ces groupes ont surtout concentré leurs activités sur le suivi des opérations militaires dans les zones de conflit, la lutte contre la corruption au sein du gouvernement et dans les campagnes politiques, la protection des droits des pauvres vivant en milieu rural, la défense de la liberté d'expression, et la conduite de campagnes sur les questions environnementales et les droits des femmes. Certains groupes ont été également formés pour surveiller la politique gouvernementale en matière d'éducation, de dette publique, etc.

Le renforcement de la sécurité humaine requiert une transformation complète des systèmes économique, social, politique et culturel. Cela représente une tâche ardue. Les élections en vue offrent la possibilité de réforme politique qui pourrait annoncer le début d'un changement culturel.

¹³ Sebastian, Leonard C. "Indonesia's New Anti-Terrorism Regulations". Institut de défense et d'études stratégiques, Nanyang Technology University. Singapore.
www.ntu.edu.sg/idss/Perspectives/Research_050225.htm